

# CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE BIENS

## Valant Procès-Verbal

Entre  
la Commune de .....  
la Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées

Suite au transfert des compétences Eau Potable et Assainissement

Entre :

La Commune de XXX, ayant son siège à XXX, représentée par son Maire, Madame/Monsieur XXX, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal en date du XXXX Ci-après dénommée « la Commune »

D'une Part

Et :

La Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, représentée par son Président, Monsieur TREMEGE, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du 18 décembre 2019.

Ci-après dénommée « la CATLP »

D'autre part

### PREAMBULE

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5211-5-III, et L.5211-18-I ;
- Vu les trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, les deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et les articles L.1321-3 à L.1321-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- Vu la Loi n°2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés d'agglomération ;
- Considérant qu'en application de l'article L.5211-5-III du code général des collectivités territoriales, « le transfert des compétences entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, les deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et les articles L.1321-3, L.1321-4 et L.1321-5 du Code Général des Collectivités Territoriales » ;
- Considérant que l'article L.1321-1 du code général des collectivités territoriales dispose que « le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date du transfert, pour l'exercice de cette compétence » ;

En conséquence, il est convenu et arrêté ce qui suit :

#### Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de mettre gratuitement à la disposition de la CATLP les ouvrages et équipements du service d'Eau Potable / d'Assainissement de la Commune de XXX.

Reçu de la commune de XXX  
réception en préfecture  
065-200069300-20191218-CC181219\_06a-AU  
Date de télétransmission : 23/12/2019  
Date de réception préfecture : 23/12/2019

Les conditions de la mise à disposition du bien pour l'exercice des compétences de la CATLP sont encadrées par les articles L 1321-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

#### **Article 2 : Consistance des biens**

La Commune de XXX met à disposition de la CATLP les ouvrages et équipements, tels que désignés dans l'annexe comprenant l'état des actifs, et notamment :

- X Captages
- X Stations de pompage
- X Stations de traitement
- X Réservoirs
- Un linéaire de XXX mètres de réseau de distribution

#### **Article 3 : Etat des biens**

La CATLP prendra les biens dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance.

#### **Article 4 : Administration des bâtiments**

Conformément aux articles L.1321-2 et L.1321-5-III du code général des collectivités territoriales, la CATLP assume sur les bâtiments mis à disposition par la Commune l'ensemble des droits et obligations du propriétaire, à l'exception du pouvoir d'aliéner.

La CATLP possède ainsi sur ces bâtiments tous pouvoirs de gestion. Elle peut, le cas échéant, autoriser l'occupation des biens remis et en percevoir les fruits et produits. Elle est en charge du renouvellement des biens mobiliers. Elle agit en justice en lieu et place de la Commune, qui reste le propriétaire des bâtiments.

La CATLP peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'additions de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des bâtiments.

La CATLP s'engage cependant à aviser la Commune avant de procéder à des travaux de construction, réhabilitation et extension.

#### **Article 5 : Responsabilité sur les bâtiments transférés à la CATLP**

Sur les bâtiments affectés à la compétence Eau Potable / Assainissement, la CATLP reconnaît assumer la responsabilité pécuniaire des dommages causés au titre de contentieux indemnitaires engagés après la date d'entrée en vigueur de la présente convention.

La CATLP reconnaît toutefois être responsable des dommages résultants desdits biens ou de leur exploitation avant la mise à disposition au titre de contentieux – ou de demandes préalables – introduits avant cette date.

#### **Article 6 : Contrats en cours**

La CATLP est subrogée à la Commune dans l'exécution des contrats en cours afférents aux bâtiments affectés à la mise en œuvre de la compétence Eau Potable / Assainissement.

La substitution vaut pour tous contrats, notamment ceux concernant :

- des emprunts
- des marchés publics
- des contrats d'électricité
- des contrats de téléphonie
- des contrats d'achats d'eau
- des contrats d'assurance ou de location
- etc.

et ceci à partir du 1er janvier 2020, date du transfert de la compétence.

La Commune constate la substitution et la notifie à son ancien cocontractant.

Accusé de réception en préfecture  
065-200069300-20191218-CC181219\_06a-AU  
Date de télétransmission : 23/12/2019  
Date de réception préfecture : 23/12/2019

### **Article 7 : Caractère gratuit de la mise à disposition**

Conformément à l'article L.1321-2 du code général des collectivités territoriales, la mise à disposition des bâtiments affectés à la compétence Eau Potable / Assainissement a lieu à titre gratuit.

### **Article 8 – Situation juridique et Assurances**

L'assurance des biens mis à disposition ne relève plus de la Commune à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention. Il appartient donc à la CATLP de souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires.

### **Article 9 – Opérations comptables**

Les opérations de mise à disposition des biens s'effectuent par opérations d'ordres non budgétaires initiées par l'ordonnateur et enregistrées par le comptable public.

La transmission de l'information au comptable public est assurée par un certificat administratif qui doit indiquer les éléments suivants :

- Pour la Commune : désignation du bien, numéro d'inventaire, date et valeur d'acquisition, s'il est amortissable ou non, dans l'affirmative, le montant des amortissements pratiqués ainsi que l'état des subventions afférentes et les comptes par nature concernés ;
- Pour la CATLP : les mêmes informations que la commune, complétées, de la durée et du type d'amortissement et de tout autre élément pouvant utilement enrichir la fiche d'inventaire du bien.

### **Article 10 : Durée de la mise à disposition**

La durée de la mise à disposition du bien se confond avec l'exercice effectif de la compétence par la CATLP. La présente convention prend fin lorsque les bâtiments mis à disposition ne sont plus affectés à la mise en œuvre de la compétence Eau Potable / Assainissement.

Ces biens désaffectés retournent dans le patrimoine de la Commune, qui recouvre l'ensemble de ses droits et obligations. Les biens sont restitués à la Commune pour leur valeur nette comptable, augmentée des adjonctions effectuées par la CATLP.

La CATLP est seulement propriétaire des biens mobiliers qu'elle a renouvelés. La Commune ne peut se prévaloir d'un droit de retour sur ces biens mobiliers ainsi renouvelés.

### **Article 11 : Entrée en vigueur de la convention**

La présente convention entrera en vigueur dès la prise de la compétence Eau Potable / Assainissement par la CATLP, soit au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

### **Article 12 - Avenant**

Toute modification du contenu du présent procès-verbal de mise à disposition fera l'objet d'un avenant.

### **Article 13 : Litiges relatifs à la présente convention**

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de XXX. Les parties s'engagent cependant à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait le ....., à ..... , en deux exemplaires originaux,

Pour la CATLP de XXX

Pour la Commune de XXX

Le Président

Le Maire